

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome BP 40137  
59303 Valenciennes

Lille, le 22/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **HIOLE LOGISTIQUE (ex MANUGESTEAM)**

Rue Ambroise Croisat  
59125 Trith-Saint-Léger

Références : 2025-V1-337  
Code AIOT : 0007001964

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement HIOLE LOGISTIQUE (ex MANUGESTEAM) implanté Rue Ambroise Croisat ZI TEAM 59125 Trith-Saint-Léger. L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à une proposition d'arrêté préfectoral de suppression des installations d'entreposage de RBA (Résidus de Broyage Automobile) sur le site de la société Hiolle Logistique à Trith-Saint-Léger formulée à l'issue de l'inspection du 22/03/2024. Elle a pour objectif de contrôler la situation administrative des activités d'entreposage des RBA et le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3/10/2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HIOLE LOGISTIQUE (ex MANUGESTEAM)

- Rue Ambroise Croisat ZI TEAM 59125 Trith-Saint-Léger
- Code AIOT : 0007001964
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Hiolle Logistique (ex MANUGESTTEAM) est une filiale du groupe Hiolle Industries. Le site a la particularité d'être installé sur un ancien site de l'usine USINOR.

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 21/12/2007. L'installation est soumise à autorisation au titre des rubriques 1510 : Entrepôts de stockage matières combustibles de la nomenclature et 286 : Métaux (stockage et activités de récupération de déchets et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses des véhicules hors d'usage). Il est également soumis à déclaration notamment pour la rubrique 2171 : Fumiers, engrais et supports de culture.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 21/08/2020, les rubriques de classement ont été mises à jour. Il en ressort que le site est désormais soumis à autorisation pour la rubrique 1510, à enregistrement pour la rubrique 2713 et à déclaration pour les rubriques 1530 et 2171.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 1 et 2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Hiolle Logistique a procédé à l'évacuation de l'intégralité des stocks de déchets de RBA dans une filière adaptée et des sites dûment autorisés. Un bureau d'études est mandaté par l'exploitant pour mener la procédure de cessation des activités d'entreposage de déchets de RBA conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Au regard de ces éléments, il s'avère que la proposition d'arrêté préfectoral de suppression formulée par rapport du 23/10/2024 référencé 2024-V1-212 n'est plus d'actualité et n'est donc pas maintenue par l'inspection des Installations Classées.

De même, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 20/10/2020 visant à renforcer les moyens de détection et de défense incendie des stocks de déchets de RBA n'ont plus lieu d'être. L'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 20/10/2020 est à abroger.

Enfin, dans l'attente de la transmission des éléments du dossier de cessation des activités d'entreposage des déchets de RBA, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du

3/10/2022 restent applicables. Toutefois, vu les démarches engagées par l'exploitant, aucune suite administrative n'est proposée dans l'immédiat.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 1er -</u> La société Hiolle Logistique, exploitant une installation de transit, regroupement de déchet non dangereux non inertes, sise Avenue Ambroise Croizat sur la commune de Trith-Saint-Léger, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :  <ul style="list-style-type: none"><li>• soit en déposant conformément à l'article R.181-46 du code de l'Environnement un dossier de porter à connaissance relatif aux modifications apportées aux installations. Un formulaire cerfa N°14734*03 relatif à « une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale » sera déposé en parallèle du dossier de porter à connaissance si besoin ;</li><li>• soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état du site prévue à l'article L.512-46-25 du Code de l'environnement.</li></ul> Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.</li><li>• Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les 3 mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement.</li><li>• Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de porter à connaissance, ce dernier doit être déposé dans un délai de 12 mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.).</li></ul> Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.  <u>Article L171-7.II</u> [.] II.- S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la

suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code. Elle peut faire application du II de l'article L. 171-8 aux fins d'obtenir l'exécution de cette décision.

#### **Constats :**

Par courriel du 12/09/2025, l'exploitant a précisé à l'inspection avoir réalisé des démarches et procédé à l'évacuation de l'intégralité des déchets de RBA présents sur son site. Les enlèvements ont eu lieu de décembre 2024 à mars 2025. Au total 17 132,26 tonnes ont été éliminées dans les centres de stockage de déchets non dangereux de la société SUEZ à Curgies et à Lewarde.

Les justificatifs suivants sont joints à la transmission pour justifier les propos :

- les factures de SUEZ relatives à l'élimination des déchets de RBA dans les centres de stockages de déchets non dangereux de Lewarde et de Curgies ;
- un courrier du 12/05/2025 de SUEZ, attestant le paiement des factures relatives à l'élimination des déchets de RBA dans les centres de stockages de déchets non dangereux de Lewarde et de Curgies ;
- un rapport de la société DEC2 du 18/06/2025 référencé R2405HIOPRO91V3 qui a pour objet d'analyser les déchets de RBA afin de définir les filières d'éliminations adaptées. Sept sondages pour échantillonnage dans les différents tas ont été réalisés. Le rapport conclut que les déchets de RBA sont, au niveau physico-chimique, sensiblement identiques. La totalité des déchets de RBA doivent suivre une filière de traitement adaptée pour les déchets non dangereux de type ISDND (ou équivalent) ;
- une lettre de la société IDRA, bureau d'études certifié pour la délivrance des attestations relatives aux cessations d'activités des ICPE prévues par le code de l'environnement, atteste qu'elle est mandatée par la société Hiolle Logistique pour l'accompagner dans la réalisation des démarches de cessation d'activité. Le planning joint au courrier fait état d'une remise de l'attestation "mise en sécurité" pour fin octobre 2025 et de l'attestation "mémoire" pour fin novembre 2025. En fonction des conclusions du mémoire de réhabilitation, une attestation "travaux" pourrait être nécessaire.

La visite des installations a permis de constater que les tas de déchets de RBA précédemment constatés ne sont plus présents au niveau des halls n° 9, n° 10 et en extérieur dans la zone n° 80. Les zones concernées sont correctement nettoyées et aucune présence de déchets de RBA résiduels n'est constatée. Les photos jointes en annexe illustrent les constats.

Aucun autre stockage de déchets de RBA n'a été constaté sur site.

Au regard des éléments et des constats ci-dessous, il s'avère que la société Hiolle Logistique a procédé à l'évacuation de l'intégralité des stocks de déchets de RBA dans une filière adaptée et des sites dûment autorisés. Les risques d'incendie et de pollution engendrés par la présence de ces stockages sont donc supprimés, sans toutefois préjuger à ce stade de l'éventuelle pollution engendrée durant leur temps de présence.

La proposition d'arrêté préfectoral de suppression formulée par rapport du 23/10/2024 référencé 2024-V1-212 n'a donc plus lieu d'être. Cette proposition n'est donc pas maintenue par l'inspection des ICPE.

De même, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 20/10/2020 visant à renforcer les moyens de détection et de défense incendie des stocks de déchets de RBA n'ont plus lieu d'être. L'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 20/10/2020 est à abroger.

Enfin, dans l'attente de la transmission des éléments du dossier de cessation des activités d'entreposage des déchets de RBA, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/10/2022 relatives à la remise en état du site conformément à l'article R.512-46-25 du code de l'environnement restent applicables. Toutefois, vu les démarches engagées par l'exploitant, aucune des sanctions administratives prévues par l'article L.512-17.II du code de l'environnement n'est proposée dans l'immédiat.

**Fait avec suite n°1 (demande d'action corrective - délai : 31/11/2025) :**

**Dans le cadre de la procédure de cessation des activités des stockages de déchets de RBA, l'exploitant doit transmettre au préfet l'attestation de "mise en sécurité" et l'attestation "mémoire de réhabilitation" pour le 31/11/2025.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois